

Au terme de la formation, un test est organisé dont la réussite équivaut à une décision favorable pour la première partie.

La seconde partie consiste en un exercice pratique.

Le contenu de l'exercice pratique est déterminé par l'administrateur délégué de SELOR en concertation avec le service public fédéral concerné.

§ 3. Par dérogation au § 2, les deux parties sont remplacées par une formation certifiée par l'Institut de formation de l'Administration fédérale pour les familles de fonctions d'assistant technique, au niveau C et d'expert T.I.C. au niveau B.

La formation certifiée pour la fonction d'assistant technique est adaptée aux différents sous-groupes de fonctions existant dans cette famille de fonctions selon les modalités définies par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

La formation certifiée se conclut par une décision favorable ou défavorable.

Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions peut étendre le bénéfice de la dérogation dont question au présent paragraphe à d'autres familles de fonctions.

§ 4. Le contenu et les modalités des mesures de compétences pour le niveau A sont fixés par Nous, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 26 septembre 2002.

Art. 3. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration
L. VAN DEN BOSSCHE

Na deze opleiding, wordt een test ingericht waarvan het slagen gelijkgesteld is met een gunstige beslissing voor het eerste deel.

Het tweede deel bestaat uit een praktische oefening.

De inhoud van de praktische oefening wordt door de afgevaardigd bestuurder van SELOR in overleg met de betrokken federale overheidsdienst bepaald.

§ 3. In afwijking van § 2 worden de twee delen vervangen door een door het Opleidingssinstituut van de federale Overheid gecertificeerde opleiding voor de functiefamilies van technisch assistent in niveau C en van ICT-deskundige in niveau B.

De gecertificeerde opleiding voor de functie van technisch assistent wordt aangepast aan de verschillende subgroepen van functies die in deze functiefamilie bestaan, volgens de nadere regelen bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren.

De gecertificeerde opleiding wordt afgesloten door een gunstige of ongunstige beslissing.

De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken kan de afwijking waarvan sprake in deze paragraaf toestaan voor andere functiefamilies.

§ 4. De inhoud en de nadere regelen van de competentiemetingen voor niveau A worden door Ons bepaald bij een in Ministerraad overlegd besluit. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 september 2002.

Art. 3. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder vóór wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION**

F. 2003 — 928

[C — 2003/02049]

27 FEVRIER 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 janvier 2003 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management au sein des établissements scientifiques de l'Etat et apportant diverses modifications aux statuts du personnel des établissements scientifiques de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 22 janvier 2003 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management au sein des établissements scientifiques de l'Etat et apportant diverses modifications aux statuts du personnel des établissements scientifiques de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 février 2003;

Vu le protocole n° 117/3 du 11 février 2003 du Comité de secteur I - Administration générale;

Vu l'avis de la Commission interministérielle de la Politique scientifique fédérale, donné le 12 février 2003;

Vu l'urgence, motivé par le fait que lors de l'élaboration de la version définitive de l'arrêté royal, après avis du Conseil d'Etat, les références, dans l'article 6 de l'arrêté royal précité, au paragraphes de l'article 18 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat ont été insérées erronément;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE**

N. 2003 — 928

[C — 2003/02049]

27 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 januari 2003 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de wetenschappelijke instellingen van de Staat en dat diverse wijzigingen aanbrengt in de personeelsstatuten van de wetenschappelijke instellingen van de Staat

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 januari 2003 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de wetenschappelijke instellingen van de Staat en dat diverse wijzigingen aanbrengt in de personeelsstatuten van de wetenschappelijke instellingen van de Staat;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 februari 2003;

Gelet op het protocol nr. 117/3 van 11 februari 2003 van het Sectorcomité I - Algemeen bestuur;

Gelet op het advies van de federale Interministeriële Commissie voor Wetenschapsbeleid, gegeven op 12 februari 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat bij de opmaak van de definitieve versie van het koninklijk besluit, na advies van de Raad van State, de referenties in het artikel 6 van bovenvermeld koninklijk besluit naar de paragrafen van het artikel 18 van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat verkeerdelijk werden ingevoegd;

Considérant dès lors que la version conforme aux accords politiques, a été soumise aux diverses instances consultatives concernées, y compris le Conseil d'Etat;

Vu l'avis n° 34.930/1 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté royal du 22 janvier 2003 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management au sein des établissements scientifiques de l'Etat et apportant diverses modifications aux statuts du personnel des établissements scientifiques de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. § 1^{er}. Pour pouvoir participer aux sélections comparatives pour une fonction de management N-1, les candidats doivent exercer une fonction de niveau 1 ou pouvoir participer à une sélection comparative pour une fonction de niveau 1.

Les candidats doivent en outre posséder une expérience de management d'au moins six ans ou avoir une expérience professionnelle d'au moins dix ans.

Par expérience de management, il y a lieu d'entendre une expérience en gestion au sein d'un service public, de quelque nature que ce soit, d'une institution scientifique ou muséale, d'une université, d'un laboratoire de recherches ou d'une organisation du secteur privé.

Par expérience professionnelle, il y a lieu d'entendre l'exercice d'une fonction de niveau 1 ou y étant assimilée dans un service public de quelle que nature que ce soit, une institution scientifique et muséale, une université, un laboratoire de recherches ou une organisation du secteur privé.

En outre, le candidat à une fonction de management -1 devra disposer d'une expérience scientifique en étant titulaire d'un des diplômes visés à l'article 18, § 3, 1°, de l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat tel qu'il est modifié par le présent arrêté.

§ 2. Pour pouvoir participer à une sélection comparative pour une fonction de management N-2 - directeur du service d'appui, les candidats doivent exercer une fonction de niveau 1 ou pouvoir participer à une sélection comparative pour une fonction de niveau 1 et avoir depuis au moins six ans une expérience en gestion au sein d'un service public ou d'une organisation du secteur privé.

§ 3. Pour pouvoir participer à une sélection comparative pour une fonction de management N-2 - directeur opérationnel, les candidats doivent être titulaires d'une fonction de niveau 1 depuis au moins six ans dans un ministère fédéral, un établissement scientifique fédéral, une université ou un service public fédéral visé par l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral.

En outre, le candidat à une fonction de management - 2 - directeur opérationnel « recherche scientifique et expertise scientifique » devra disposer d'une expérience scientifique en étant titulaire d'un diplôme ou de la justification visés à l'article 18, § 2, de l'arrêté royal précité du 21 avril 1965 tel qu'il est modifié par le présent arrêté. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Overwegende dat aan de diverse betrokken adviesinstanties, de Raad van State inbegrepen, de juiste versie werd voorgelegd conform de politieke afspraken;

Gelet op het advies nr. 34.930/1 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen en op het advies van Onze Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 januari 2003 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de wetenschappelijke instellingen van de Staat en dat diverse wijzigingen aanbrengt in de personeelsstatuten van de wetenschappelijke instellingen van de Staat wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. § 1. Om deel te kunnen nemen aan de vergelijkende selecties voor een managementfunctie N-1, moeten de kandidaten een functie van niveau 1 uitoefenen of kunnen deelnemen aan een vergelijkende selectie voor een functie van niveau 1.

De kandidaten dienen bovendien over een managementervaring van minstens zes jaar te beschikken of tien jaar professionele ervaring te hebben.

Onder managementervaring wordt verstaan ervaring inzake beheer van een overheidsdienst van welke aard ook, een wetenschappelijke instelling of een museum, een universiteit, een onderzoekslaboratorium of een organisatie uit de private sector.

Onder professionele ervaring wordt verstaan de uitoefening van een functie van niveau 1 of gelijkgesteld daaraan in een overheidsdienst van welke aard ook, een wetenschappelijke en museuminstelling, een universiteit, een onderzoekslaboratorium of een organisatie uit de private sector.

Bovendien dient de kandidaat voor een managementfunctie -1 te beschikken over een wetenschappelijke ervaring als houder van één van de diploma's bedoeld in artikel 18, § 3, 1°, van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Staat als gewijzigd bij dit besluit.

§ 2. Om deel te kunnen nemen aan een vergelijkende selectie voor een managementfunctie N-2 - directeur van de ondersteunende dienst, moeten de kandidaten een functie van niveau 1 uitoefenen of kunnen deelnemen aan een vergelijkende selectie voor een functie van niveau 1 en minstens zes jaar ervaring hebben inzake beheer in een overheidsdienst of in een organisatie uit de private sector.

§ 3. Om deel te kunnen nemen aan een vergelijkende selectie voor een managementfunctie N-2 - operationeel directeur, moeten de kandidaten sinds minstens zes jaar titularis zijn van een functie van niveau 1 in een federaal ministerie, een federale wetenschappelijke instelling, een universiteit of een federale overheidsdienst als bedoeld in het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst.

Bovendien dient de kandidaat voor een managementfunctie - 2 - operationeel directeur « wetenschappelijk onderzoek en wetenschappelijke expertise » te beschikken over een wetenschappelijke ervaring bewezen als houder van een diploma of van de verantwoording bedoeld in artikel 18, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 21 april 1965 als gewijzigd bij dit besluit. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE